

**Art. 2.** A l'annexe II du même arrêté, tel qu'il a été modifié à ce jour, au II.5., sont apportées les modifications suivantes :

- l'intitulé est remplacé comme suit : « Les ferments pancréatiques utilisés : »;

- le point II.5.1., est remplacé comme suit : « dans le traitement symptomatique d'une insuffisance pancréatique exocrine en cas de mucoviscidose, du syndrome de Shwachman-Diamond ou après une pancréatectomie totale. - Groupe de remboursement : A-4 »;

- le point II.5.2., est remplacé comme suit : « dans le traitement symptomatique d'une insuffisance pancréatique exocrine dans tout autre cas que ceux visés sous point II.5.1. - Groupe de remboursement : B-51 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 2009.

Mme L. ONKELINX

**Art. 2.** In bijlage II van hetzelfde besluit, zoals tot op heden gewijzigd, worden in II.5. de volgende wijzigingen aangebracht :

- het opschrift wordt vervangen als volgt : « Pancreasenzymen, die worden gebruikt voor : »;

- het punt II.5.1. wordt vervangen als volgt : « de symptomatische behandeling van exocriene pancreasinsufficiëntie bij mucoviscidose, Shwachman-Diamond syndroom of na totale pancreatectomie. - Vergoedingsgroep : A-4 »;

- het punt II.5.2. wordt vervangen als volgt : « de symptomatische behandeling van exocriene pancreasinsufficiëntie in andere gevallen dan bedoeld onder punt II.5.1. - Vergoedingsgroep : B-51 ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 14 juli 2009.

Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2009 — 2581

[C — 2009/24208]

**7 JUIN 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, article 170;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, donné le 4 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 13 mars 2009;

Vu l'avis 46.176/3 du Conseil d'Etat, donné le 24 mars 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 6° est complété par le c), rédigé comme suit :

« c) à défaut des personnes visées aux a) et b), un membre du personnel du C.P.A.S. compétent, à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans l'institution concernée ou qui prend part à sa gestion. »;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU**

N. 2009 — 2581

[C — 2009/24208]

**7 JUNI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingshuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen gecoördineerd op 10 juli 2008, artikel 170;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingshuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, gegeven op 4 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 13 maart 2009;

Gelet op het advies 46.176/3 van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingshuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 6° wordt aangevuld met de bepaling onder c), luidende :

« c) bij gebrek aan de in a) en b) bedoelde personen, een personeelslid van het bevoegde O.C.M.W., met uitzondering van alle personen die een activiteit uitoefenen in of deelnemen aan het beheer van de betrokken instelling. »;

b) le 7<sup>o</sup> rédigé comme suit est inséré :

« 7<sup>o</sup> « praticien de l'art infirmier » : le praticien visé à l'article 21<sup>quater</sup> de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé. »

**Art. 2.** Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe 1<sup>re</sup> est remplacé par « Annexe 1<sup>re</sup> - Maisons de repos et de soins ».

**Art. 3.** Dans l'article N1 - Annexe 1<sup>re</sup> « Maisons de repos et de soins », A. « Normes générales », du même arrêté, le 2. est remplacé par ce qui suit :

« 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, chaque maison de repos et de soins doit disposer, au minimum, de 25 places. »

**Art. 4.** Dans l'article N1 - Annexe 1<sup>re</sup> « Maisons de repos et de soins », B. « Normes spécifiques », 1. « Normes architecturales », du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le j/1) rédigé comme suit est inséré :

« j/1) La date du 1<sup>er</sup> janvier 2010 mentionnée aux h), i) et j) peut être reportée, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par l'autorité compétente qui a l'agrément dans ses attributions; à condition que les institutions concernées introduisent auprès de celle-ci une demande dûment motivée accompagnée d'un échéancier détaillé des travaux à réaliser. »;

2<sup>o</sup> le m) est remplacé par ce qui suit :

« m) Dans toutes les circonstances météorologiques normales, une température minimum de 22 °C doit pouvoir être atteinte dans les chambres.

Dans les établissements pour lesquels des travaux de reconstruction ou de transformation sont réalisés ainsi que dans les nouveaux bâtiments agréés dès 2015, toutes les dispositions utiles doivent être prises pour maintenir, dans des circonstances météorologiques normales, la température en dessous de 27 °C. »;

3<sup>o</sup> les m/1), m/2) et m/3) rédigés comme suit sont insérés :

« m/1) En cas de canicule, un des lieux de vie doit être climatisé et être de dimension suffisante afin de pouvoir accueillir les résidents.

m/2) Tous les locaux accessibles aux résidents doivent être pourvus d'un système intérieur ou extérieur permettant aux résidents d'être protégés des rayons du soleil.

m/3) Tous les résidents doivent, en position assise, avoir une vue dégagée sur le monde extérieur. »

**Art. 5.** Dans l'article N1 - Annexe 1<sup>re</sup> « Maisons de repos et de soins », B. « Normes spécifiques », 2. « Normes fonctionnelles », du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le d) est remplacé par ce qui suit :

« d) au moins la moitié des lits de la maison de repos et de soins doit être réglable en hauteur et adapté aux besoins du résident. Un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 7 juin 2009 modifiant l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises, la totalité des lits doit être réglable en hauteur et adaptée aux besoins du résident. »;

2<sup>o</sup> au e), premier tiret, les mots « de suffisamment » sont abrogés;

3<sup>o</sup> le f) est remplacé par ce qui suit :

« Chaque maison de repos et de soins doit disposer d'au moins une baignoire adaptée; au-delà des 30 premiers résidents, une baignoire adaptée supplémentaire est obligatoire lorsque l'institution dépasse la moitié de toute nouvelle tranche de 30 résidents. »

**Art. 6.** Dans l'article N1 - Annexe 1<sup>re</sup> « Maisons de repos et de soins », B. « Normes spécifiques », 3. « Normes d'organisation », du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans la version française du b), le mot « individualisé » est remplacé par les mots « individuel de soins. »;

2<sup>o</sup> au c), sixième tiret, les mots « l'infirmier en chef » sont remplacés par les mots « les praticiens de l'art infirmier. »;

3<sup>o</sup> au d), la phrase « le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut fixer des modalités pratiques concernant la structure et l'échange des données de ces dossiers électroniques, après avis de la

b) de bepaling onder 7<sup>o</sup> wordt ingevoegd, luidende :

« 7<sup>o</sup> « beoefenaar van de verpleegkunde » : de beoefenaar bedoeld in artikel 21<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit nr. 78 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van de bijlage 1 vervangen als volgt : « Bijlage 1 - Rust- en verzorgingstehuizen ».

**Art. 3.** In artikel N1 - Bijlage 1 « Rust- en verzorgingstehuizen », A. « Algemene normen », van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 2. vervangen als volgt :

« 2. Vanaf 1 januari 2010 moet ieder rust- en verzorgingstehuis beschikken over minstens 25 woongelegenheden. »

**Art. 4.** In artikel N1 - Bijlage 1 « Rust- en verzorgingstehuizen », B. « Specifieke normen », 1. « Architectonische normen », van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de bepaling onder j/1) wordt ingevoegd, luidende :

« j/1) De datum van 1 januari 2010 die in h), i) en j) wordt vermeld, kan tot uiterlijk 1 januari 2015 uitgesteld worden door de overheid die bevoegd is voor de erkenning; op voorwaarde dat de betrokken instellingen bij deze een gemotiveerd verzoek indienen, vergezeld van een gedetailleerd tijdschema voor de uit te voeren werken. »;

2<sup>o</sup> de bepaling onder m) wordt vervangen als volgt :

« m) In alle normale meteorologische omstandigheden moet een minimale temperatuur van 22 °C in de kamers kunnen bereikt worden.

In de instellingen waarvoor werkzaamheden van wederopbouw of van aanpassingswerken worden uitgevoerd alsmede in de nieuwe gebouwen erkend vanaf 2015, moeten alle nuttige beschikkingen genomen worden om de temperatuur, in normale meteorologische omstandigheden, onder 27 °C te handhaven. »;

3<sup>o</sup> de bepalingen onder m/1), m/2) en m/3) worden ingevoegd, luidende :

« m/1) In geval van een hittegolf moet één van de leefruimten geklimatiseerd zijn en moet ze voldoende groot zijn om de bewoners te kunnen opvangen.

m/2) Alle voor de bewoners toegankelijke lokalen moeten voorzien zijn van een intern of extern systeem dat de bewoners tegen de zonnestralen beschermt.

m/3) Alle bewoners moeten zittend een ongehinderd zicht hebben op de buitenwereld. »

**Art. 5.** In artikel N1 - Bijlage 1 « Rust- en verzorgingstehuizen », B. « Specifieke normen », 2. « Functionele normen », van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de bepaling onder d) wordt vervangen als volgt :

« d) ten minste de helft van de bedden in het rust- en verzorgingstehuis moet in de hoogte verstelbaar zijn en aangepast aan de noden van de bewoner. Een jaar na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 7 juni 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsel moeten alle bedden in de hoogte verstelbaar zijn en aangepast aan de noden van de bewoner. »;

2<sup>o</sup> in de bepaling onder e), eerste streepje, wordt het woord « voldoende » opgeheven;

3<sup>o</sup> de bepaling onder f) wordt vervangen als volgt :

« Ieder rust- en verzorgingstehuis moet beschikken over minstens één aangepast bad; boven de 30 bewoners is een bijkomend aangepast bad verplicht wanneer de instelling de helft van elke nieuwe schijf van 30 bewoners overschrijdt. »

**Art. 6.** In artikel N1 - Bijlage 1 « Rust- en verzorgingstehuizen », B. « Specifieke normen », 3. « Organisatorische normen », van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de Franse versie van de bepaling onder b) wordt het woord « individualisé » vervangen door de woorden « individuel de soins. »;

2<sup>o</sup> in de bepaling onder c), zesde streepje, worden de woorden « de hoofdverpleegkundige » vervangen door de woorden « de beoefenaars van de verpleegkunde. »;

3<sup>o</sup> in de bepaling onder d) wordt de zin « De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft kan praktische modaliteiten vaststellen i.v.m. de structuur en de uitwisseling van de

Commission « normes en matière de Télématique au service du secteur des Soins de Santé » est abrogée;

4° dans la version néerlandaise du *e*), premier tiret, le mot « verpleegkundigen » est remplacé par les mots « beoefenaars van de verpleegkunde. »;

5° au *e*), un tiret rédigé comme suit est inséré entre le troisième et le quatrième tiret :

« - 0,10 membre du personnel de réactivation compétent en matière de soins palliatifs pour le soutien aux soins des patients en phase terminale et disposant d'une des qualifications suivantes : graduat ou baccalauréat ou licence ou master en kinésithérapie, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en logopédie, graduat ou baccalauréat en ergothérapie, graduat ou baccalauréat en thérapie du travail, graduat ou baccalauréat en sciences de réadaptation, graduat ou baccalauréat en diététique, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en orthopédagogie, graduat ou baccalauréat ou post-graduatum ou master en psychomotricité, licence ou master en psychologie, graduat ou baccalauréat d'assistant en psychologie et assimilés, graduat ou baccalauréat d'assistant social et assimilés, graduat ou baccalauréat en sciences familiales, licence ou master en gérontologie, graduat ou baccalauréat d'éducateur »;

6° au *e*), le quatrième tiret ancien devenant le cinquième tiret est remplacé par ce qui suit :

« - un équivalent temps plein infirmier peut être remplacé, au prorata de maximum un équivalent temps plein par 30 résidents, et pour autant que la permanence visée au *g*) soit respectée, par une personne disposant de préférence d'une des qualifications suivantes : graduat ou baccalauréat ou licence ou master en kinésithérapie, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en logopédie, graduat ou baccalauréat en ergothérapie, graduat ou baccalauréat en thérapie du travail, graduat ou baccalauréat en sciences de réadaptation, graduat ou baccalauréat en diététique, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en orthopédagogie, licence ou master en psychomotricité, licence ou master en psychologie, graduat ou baccalauréat d'assistant en psychologie et assimilés, graduat ou baccalauréat d'assistant social et assimilés, graduat ou baccalauréat en sciences familiales, licence ou master en gérontologie, graduat ou baccalauréat d'éducateur ou, à défaut, par du personnel soignant dont le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut fixer le minimum de formation requis. »;

7° le *g*), alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Il convient de veiller à ce que les besoins en kinésithérapie et ergothérapie, repris dans le plan de soins, soient rencontrés. »;

8° au *h*), alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « gérontologie » est remplacé par les mots « gériatrie et gérontologie »;

9° le *i*), alinéa 2, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - la tenue du dossier médical ainsi que la participation à la tenue du dossier individuel de soins. »

**Art. 7.** Dans l'article N1 - Annexe 1<sup>re</sup> « Maisons de repos et de soins », B. « Normes spécifiques », 10. « Normes de qualité », du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) Chaque maison de repos et de soins doit disposer d'un programme relatif à la qualité. Ce programme précise au minimum la politique de la qualité visée au point *a*), la politique de formation visée au point *g*) et la manière dont l'évaluation visée au point *h*) est réalisée. »;

2° les *b*/1) et *b*/2) rédigés comme suit sont insérés :

« *b*/1) Les institutions agréées, après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 7 juin 2009 modifiant l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises, doivent disposer de ce programme au plus tard deux ans après l'agrément.

*b*/2) L'institution doit disposer de procédures écrites pour le lavage hygiénique des mains et l'isolement des résidents atteints d'une infection présentant des risques de contamination.

gegevens van die elektronische dossiers, na advies van de Commissie « Standaarden inzake Telematica ten behoeve van de sector van de Gezondheidszorg » opgeheven;

4° in de Nederlandse versie van de bepaling onder *e*), eerste streepje, wordt het woord « verpleegkundigen » vervangen door de woorden « beoefenaars van de verpleegkunde. »;

5° in de bepaling onder *e*), wordt tussen het derde en het vierde streepje een streepje ingevoegd, luidende :

« - 0,10 lid van het personeel voor reactivering dat een bekwaaming heeft in palliatieve zorg, ter ondersteuning van de verzorging van de terminale patiënten en dat over één van de volgende kwalificaties beschikt : graduaat of licentiaat of master kinesitherapie, graduaat of bachelor of licentiaat of master logopedie, graduaat of bachelor ergotherapie, graduaat of bachelor arbeidstherapie, graduaat of bachelor readaptatiewetenschappen, graduaat of bachelor dieetleer, graduaat of bachelor of licentiaat of master in de ortho-pedagogie, graduaat of bachelor of post-graduaat of master in de psychomotoriek, licentiaat of master in de psychologie, graduaat of bachelor psychologisch assistent en gelijkgestelden, graduaat of bachelor maatschappelijk assistent en gelijkgestelden, graduaat of bachelor in de gezinswetenschappen, licentiaat of master in de gerontologie, graduaat of bachelor opvoeder »;

6° in de bepaling onder *e*) wordt het vroegere vierde streepje, dat het vijfde streepje wordt, vervangen als volgt :

« - een voltijds equivalent verpleegkundige, naar rata van maximum 1 voltijds equivalent per 30 bewoners, mag, voor zover de permanentie bedoeld in *g*) wordt gerespecteerd, worden vervangen door een persoon die bij voorkeur één van de volgende kwalificaties heeft : graduaat of bachelor of licentiaat of master kinesitherapie, graduaat of bachelor of licentiaat of master logopedie, graduaat of bachelor ergotherapie, graduaat of bachelor arbeidstherapie, graduaat of bachelor readaptatiewetenschappen, graduaat of bachelor dieetleer, graduaat of bachelor of licentiaat of master in de ortho-pedagogie, graduaat of bachelor of post-graduaat of master in de psychomotoriek, licentiaat of master in de psychologie, graduaat of bachelor psychologisch assistent en gelijkgestelden, graduaat of bachelor maatschappelijk assistent en gelijkgestelden, graduaat of bachelor in de gezinswetenschappen, licentiaat of master in de gerontologie, graduaat of bachelor opvoeder of, bij gebrek eraan, door verzorgend personeel waarvoor de minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, de minimum vereiste opleiding bepaalt. »;

7° de bepaling onder *g*), tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Er wordt op toegezien dat de noden aan kinesitherapie en ergotherapie, opgenomen in het zorgplan, ingevuld worden. »;

8° in de bepaling onder *h*), eerste lid, wordt het woord « gerontologie » vervangen door de woorden « gériatrie en gerontologie »;

9° de bepaling onder *i*), tweede lid, wordt aangevuld met een streepje, luidende :

« - het bijhouden van het medische dossier alsook de medewerking aan het bijhouden van het individuele verzorgingsdossier. »

**Art. 7.** In artikel N1 - Bijlage 1 « Rust- en verzorgingstehuizen », B. « Specifieke normen », 10. « Kwaliteitsnormen », van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder *b*) wordt vervangen als volgt :

« *b*) Elk rust- en verzorgingstehuis moet beschikken over een kwaliteitsprogramma. Dit programma preciseert minstens het in *a*) bedoelde kwaliteitsbeleid, de in *g*) bedoelde vormingspolitiek en de wijze waarop de in *h*) bedoelde evaluatie geschiedt. »;

2° de bepalingen onder *b*/1) en *b*/2) worden ingevoegd, luidende :

« *b*/1) De instellingen, erkend na inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 7 juni 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsel, moeten binnen de twee jaar na het verkrijgen van hun erkenning over dat programma beschikken.

*b*/2) De instelling moet beschikken over schriftelijke procedures met betrekking tot het hygiënisch wassen van de handen en de afzondering van bewoners die lijden aan een infectie met besmettingsgevaar.

L'institution doit disposer des produits liés à l'hygiène des mains et du matériel nécessaire pour pouvoir appliquer ces procédures. »;

3° le c) est complété par la phrase suivante :

« Les preuves de la concrétisation de cette convention écrite doivent être fournies. »;

4° au d), les mots « le médecin désigné par le pouvoir organisateur et l'infirmier en chef » sont remplacés par les mots « le médecin coordonnateur et conseiller et le ou les infirmier(s) en chef »;

5° le h), premier alinéa, est remplacé par ce qui suit :

« Chaque maison de repos et de soins doit évaluer, de manière systématique, la qualité et l'efficacité des soins administrés aux résidents; dans ce cadre, chaque institution doit enregistrer les escarres, les infections nosocomiales, les chutes et le nombre de personnes incontinentes. »

**Art. 8.** Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe 2 est remplacé par « Annexe 2 - Centres de soins de jour ».

**Art. 9.** Dans l'article N2 - Annexe 2 « Centres de soins de jour », C. « Normes d'organisation », 1., du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « places agréées de centre de soins de jour » sont remplacés par le mot « usagers »;

b) dans la version néerlandaise du 1°, le mot « verpleegkundige » est remplacé par les mots « beoefenaar van de verpleegkunde »;

c) au 2°, les mots « 1, 5 équivalents temps plein » sont remplacés par les mots « 2, 03 équivalents temps plein »;

d) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° 0,63 équivalent temps plein exerçant une fonction de réactivation pour personnes âgées, disposant d'une des qualifications suivantes : graduat ou baccalauréat ou licence ou master en kinésithérapie, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en logopédie, graduat ou baccalauréat en ergothérapie, graduat ou baccalauréat en thérapie du travail, graduat ou baccalauréat en sciences de réadaptation, graduat ou baccalauréat en diététique, graduat ou baccalauréat ou licence ou master en orthopédagogie, graduat ou baccalauréat ou post-graduatum ou master en psychomotricité, licence ou master en psychologie, graduat ou baccalauréat d'assistant en psychologie et assimilés, graduat ou baccalauréat d'assistant social et assimilés, graduat ou baccalauréat en sciences familiales, licence ou master en gérontologie, graduat ou baccalauréat d'éducateur. »

**Art. 10.** Dans l'article N2 - Annexe 2 « Centres de soins de jour », D. « Données statistiques », du même arrêté, les mots « par Nous » sont abrogés.

**Art. 11.** Dans l'annexe 3 « Centre pour lésions cérébrales acquises », le B. « Normes architecturales », du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« B. Normes architecturales

La surface nette par chambre à un lit doit au moins s'élever à 12 m<sup>2</sup>, les sanitaires non compris. La surface est portée à 18 m<sup>2</sup> pour les chambres à deux lits, les sanitaires non compris.

Dans les nouvelles constructions, les lits doivent être installés dans une chambre individuelle dont la surface doit s'élever, au moins, à 18 m<sup>2</sup>. »

**Art. 12.** La Ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

De instelling moet beschikken over de producten i.v.m. handhygiëne en het materiaal noodzakelijk om deze procedures te kunnen toepassen. »;

3° de bepaling onder c) wordt aangevuld met de volgende zin :

« De bewijzen van de concretisering van deze schriftelijke overeenkomsten moeten geleverd worden. »;

4° in de bepaling onder d) worden de woorden « de door de inrichtende macht aangewezen geneesheer en de hoofdverpleegkundige » vervangen door de woorden « de coördinerend en raadgevend arts en de hoofdverpleegkundige(n) »;

5° de bepaling onder h), eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Elk rust- en verzorgingstehuis moet de kwaliteit en de efficiëntie van de verzorging van de bewoners systematisch evalueren; in dit kader moet elke instelling de doorligwonden, de nosocomiale infecties, de valincidentie en het aantal incontinenten personen registreren. »

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van de bijlage 2 vervangen als volgt : « Bijlage 2 - Centra voor dagverzorging ».

**Art. 9.** In artikel N2 - Bijlage 2 « Centra voor dagverzorging », C. « Organisatorische normen », 1., van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « erkende plaatsen van het centrum voor dagverzorging » worden door het woord « gebruikers » vervangen;

b) in de Nederlandse versie van de bepaling onder 1°, wordt het woord « verpleegkundige » vervangen door de woorden « beoefenaar van de verpleegkunde »;

c) in de bepaling onder 2° worden de woorden « 1,5 voltijds equivalenten » vervangen door de woorden « 2, 03 voltijds equivalenten »;

d) de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° 0,63 voltijds equivalent die een functie met betrekking tot de reactivering van ouderen uitoefent en die over één van de volgende kwalificaties beschikt : graduatum of bachelor of licentiaat of master kinesitherapie, graduatum of bachelor of licentiaat of master logopedie, graduatum of bachelor ergotherapie, graduatum of bachelor arbeidstherapie, graduatum of bachelor readaptatiewetenschappen, graduatum of bachelor dieetleer, graduatum of bachelor of licentiaat of master in de ortho-pedagogie, graduatum of bachelor of post-graduatum of master in de psychomotoriek, licentiaat of master in de psychologie, graduatum of bachelor psychologisch assistent en gelijkgestelden, graduatum of bachelor maatschappelijk assistent en gelijkgestelden, graduatum of bachelor in de gezinswetenschappen, licentiaat of master in de gerontologie, graduatum of bachelor opvoeder. »

**Art. 10.** In artikel N2 - Bijlage 2 « Centra voor dagverzorging », D. « Statistische gegevens », van hetzelfde besluit, worden de woorden « door Ons » opgeheven.

**Art. 11.** In bijlage 3 « Centrum voor Niet Aangeboren Hersenletsel », wordt de bepaling onder B. « Architectonische normen », van hetzelfde besluit, vervangen als volgt :

« B. Architectonische normen

De netto-oppervlakte moet per éénpersoonskamer ten minste 12 m<sup>2</sup> bedragen, het sanitair niet meegerekend. Die oppervlakte wordt opgetrokken tot 18 m<sup>2</sup> voor kamers voor twee personen, het sanitair niet meegerekend.

In geval van nieuwbouw worden de bedden in een individuele kamer opgesteld waarvan de oppervlakte minstens 18 m<sup>2</sup> moet bedragen. »

**Art. 12.** De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX